



Merz absent, SpaceX et Blue Origin forfaits : Macron peut sauver son sommet spatial par les contrats



Friedrich Merz ne viendra pas au sommet spatial de Paris, après les forfaits de SpaceX et Blue Origin. Emmanuel Macron perd l'affichage politique voulu au Grand Palais. Sa réponse tient en deux jours : multiplier les accords entre start-up, industriels, investisseurs et clients pour faire des contrats le vrai bilan du sommet.

Friedrich Merz ne viendra pas au sommet international de l'espace de Paris, les 9 et 10 septembre. Après les forfaits de SpaceX et Blue Origin, Emmanuel Macron perd l'affichage politique qu'il avait préparé au Grand Palais : une coprésidence franco-allemande au plus haut niveau et un dialogue avec les deux mastodontes du New Space américain. Sa contre-attaque se jouera ailleurs, dans la masse des contrats, partenariats et financements que les start-up et les industriels doivent annoncer pendant quarante-huit heures.

« À ce stade », Friedrich Merz « ne peut pas participer » en raison de « contraintes politiques » internes, a indiqué l'Élysée vendredi. Boris Pistorius, ministre allemand de la Défense, et Dorothee Bär, ministre de l'Espace, doivent néanmoins représenter Berlin. À Berlin, le porte-parole adjoint du gouvernement Sebastian Hiller assure qu'il ne reste « pas beaucoup de marge, pour être précis, aucune marge » dans l'agenda du chancelier.

Mercredi, Friedrich Merz doit prononcer un discours au Bundestag et recevoir le président du Conseil européen António Costa. Le lendemain, il doit s'entretenir avec le président des Émirats arabes unis, Mohamed bin Zayed Al-Nahyan. L'explication tient donc officiellement au calendrier. Le 17 juillet, à Brühl, près de Cologne, Emmanuel Macron avait pourtant annoncé avec le chancelier allemand : « On va coprésider le sommet spatial international en septembre. »

Cette défection intervient après celle de SpaceX et Blue Origin, rejoints par Stoke Space et Starcloud . Les deux premiers devaient donner au sommet sa puissance de frappe médiatique. Ils



incarnent la domination américaine sur les lanceurs réutilisables, les mégaconstellations de télécommunications et l'accès commercial à l'orbite. D'après Reuters, l'Office of Science and Technology Policy de la Maison-Blanche a averti plusieurs entreprises que leur présence à Paris pouvait être interprétée comme un soutien aux orientations européennes contestées par Washington.

Paris veut faire des signatures le récit du sommet

Emmanuel Macron ne peut pas remplacer les absents, mais il peut déplacer le centre de gravité du rendez-vous. Le sommet ne débouchera ni sur un budget commun ni sur une décision réglementaire contraignante. Il doit donc produire des résultats immédiatement lisibles : commandes de satellites et de composants, achats de données ou de capacité, accords de distribution, programmes de développement, prises de participation et financements.

Paris mise sur la concentration des décideurs. Plus de 120 pays doivent être représentés au Grand Palais, avec des agences, des donneurs d'ordre publics, des opérateurs, des industriels, des investisseurs et des start-up. L'enjeu consiste à transformer les rencontres prévues en annonces successives, plutôt qu'à attendre une déclaration politique finale. L'Élysée veut opposer ce flux de signatures aux chaises laissées vides par les mastodontes américains.

Le NewSpace cherche clients, usines et capitaux

Pour les start-up, Paris peut accélérer des négociations à trois dimensions. Il faut un client pour acheter un lancement, des images ou de la capacité de télécommunications ; un partenaire industriel pour transformer un prototype en produit de série ; et un financeur pour couvrir le délai qui sépare les premières démonstrations des revenus récurrents. La présence simultanée de ces interlocuteurs est l'intérêt économique du sommet.

Les industriels établis viennent chercher des technologies, des fournisseurs et des débouchés. Les jeunes entreprises peuvent trouver des partenaires de distribution ou des clients commerciaux. Les grands groupes peuvent intégrer plus rapidement une solution dans une offre existante, sans absorber seuls le risque de développement. Les annonces attendues porteront donc autant sur la production et la commercialisation que sur les satellites eux-mêmes.

Philippe Baptiste, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Espace, promet de « très belles annonces ». Leur portée dépendra de quatre informations : les signataires, le montant, le calendrier et la nature de l'engagement. Une commande ou une prise de participation ne pèse pas comme un protocole d'accord qui se borne à ouvrir une discussion.

Berlin reste partenaire et concurrent

L'absence de Merz n'efface pas le marché allemand, ni les rivalités qui traversent la coopération spatiale. À l'Élysée, on souligne que Français et Allemands ont préparé le sommet en parlant de tous les sujets, y compris ceux sur lesquels subsistent « des divergences d'appréciation, voire de rivalité ». De nombreux industriels allemands, dont OHB, sont attendus au Grand Palais.

OHB incarne cette ambiguïté. Le fabricant de satellites est engagé dans la constellation européenne IRIS² et a obtenu un contrat proche d'un milliard d'euros pour 18 plateformes satellitaires . Il travaille



parallèlement avec Rheinmetall et Airbus sur une constellation militaire destinée à la Bundeswehr. Berlin soutient le programme européen, mais entend aussi consolider ses capacités nationales, là où Paris pousse traditionnellement une mutualisation européenne plus poussée.

La divergence s'étend au financement communautaire. Selon le média La Lettre Berlin refuse les critères de préférence européenne que Paris voudrait appliquer aux 60 milliards d'euros consacrés à l'espace dans le prochain cadre financier pluriannuel de l'Union. Ce montant ne constitue toutefois pas un budget acquis : il relève d'une proposition et reste susceptible d'être réduit, réaffecté ou redécoupé. Les États membres doivent d'abord trouver un compromis, puis le Parlement européen devra l'approuver avant l'entrée en vigueur du cadre financier 2028-2034. Autrement dit, la Commission propose, les gouvernements négocient et le Parlement peut accepter ou bloquer l'accord final. Le budget pluriannuel européen doit, au terme du processus, être adopté à l'unanimité par les États membres avec l'accord du Parlement.

(Avec Reuters)

La Tribune